

Des gilets jaunes appellent les syndicats à se bouger : il faut faire partout pareil !

Décidément, en ce début d'année, le mouvement des gilets jaunes n'a pas fini de se faire entendre. Non seulement les occupations de ronds-points et les manifestations du samedi reprennent, mais de plus en plus de gilets jaunes cherchent d'une façon ou d'une autre à passer à une vitesse supérieure. Et un des leviers majeurs à actionner, c'est la grève, qui permettrait une participation plus massive de salarié·e·s, avec une mobilisation plus intense tous les jours de la semaine, et qui ferait trembler la classe dirigeante en menaçant ses profits.



Près de 400 gilets jaunes se sont réunis le 5 janvier à Lille pour lancer un appel aux organisations syndicales, qui dit exactement cela. Cet appel a directement été repris par des gilets jaunes de Montpellier 5 jours plus tard, et une discussion franche a eu lieu avec des responsables de la CGT et de la FSU. Le 10 janvier toujours, des gilets jaunes ont aussi rencontré les syndicats à la Bourse du travail de Toulouse. A chaque fois, cela débouche au moins sur des propositions d'actions communes : des syndicalistes iront aux AG de gilets jaunes, les gilets jaunes seront invités aux échéances syndicales...

Ces rencontres sont extrêmement positives. Certain·e·s gilets jaunes sont aussi des syndicalistes, ou des ex syndicalistes, parfois déçus. D'autres expliquent qu'ils et elles ont toujours été méfiant·e·s envers les syndicats, et craignent qu'ils s'empressent d'aller négocier n'importe quoi en dilapidant le rapport de force que les gilets jaunes ont réussi à créer. Certain·e·s espèrent une aide organisationnelle de la part des syndicats, tant cette expérience manque sur de nombreux ronds-points.

Toutes ces sensibilités s'appuient sur de vrais problèmes du mouvement ouvrier aujourd'hui. Oui, au sommet des syndicats il y a des bureaucrates qui finissent par être aussi coupés de la réalité que les politiciens, et oui, le risque qu'ils trahissent est très grand. Et pourtant, oui aussi, les moyens matériels (locaux, imprimeries...) et l'expérience de nombreux syndicalistes de ce pays peuvent et doivent alimenter le mouvement pour l'aider. Les syndicats et les Bourses du travail sont le résultat d'une lente accumulation de mouvements de révolte, au départ aussi spontanés et explosifs que les gilets jaunes ! Nous devons faire sauter les barrières, les syndicats sont à nous, aux exploité·e·s en lutte !

Les syndicalistes combatifs ne doivent surtout pas reprendre à leur compte les

reproches élitistes et corporatistes adressés au mouvement gilets jaunes (« vous n'étiez pas là pendant la loi travail », « c'est vous qui avez commencé à exprimer de la méfiance anti-syndicale »...). Le syndicat doit être au service de l'ensemble de la classe et pas des seuls syndiqués, et les militants doivent voir en face la responsabilité des directions dans la désyndicalisation de ces dernières décennies.

Mais cette jonction prendra encore du temps, il faudra recruter des forces vives dans les syndicats, et y batailler contre l'inertie qui règne plus on monte dans l'appareil. Dans l'immédiat, la priorité doit être de faire monter la pression sur Martinez et les autres leaders syndicaux. Il est temps d'agir avec le même niveau de détermination que les gilets jaunes, c'est-à-dire par un mouvement qui n'annonce pas juste « une journée d'action et on rentre », mais une grève dure, sans annoncer de date de reprise ! Les dirigeants syndicaux répètent qu'il ne suffit pas d'appuyer sur un bouton pour déclencher une grève générale reconductible, et que puisque le nombre de syndicalistes participants aux journées d'action est en baisse, on ne peut pas passer à l'étape supérieure. C'est justement l'endormissement dans des journées sans rapport de force qui démotive y compris la base syndicale. Et c'est justement quand des travailleur·ses dans tout le pays expriment leur ras-le-bol qu'il faut lancer l'assaut contre les capitalistes !

En braquant les projecteurs sur les dirigeants CGT/FSU/Solidaires, en montrant le potentiel d'un blocage de l'économie, nous pourrions les pousser à aller plus loin qu'ils ne le voudraient. Il n'y aura pas - à court terme - l'unité syndicale que beaucoup de gilets jaunes voudraient, ce qui est compréhensible (« mais qu'ils s'unissent enfin pour se concentrer sur le vrai problème, Macron ! »). Il suffit de voir comment la CFDT et le FSU se vautrent dans le « grand débat » lancé par le pouvoir. Mais la CGT et Solidaires refusent d'y mettre les pieds, comme la France en colère (principal groupe Facebook de gilets jaunes). Il faut déjà avancer aussi loin que possible avec cette frange du mouvement syndical, cela mettra d'autant mieux la pression sur les autres.

C'est bénéfique pour aider les secteurs combatifs qui se battent déjà depuis des années pour un syndicalisme combatif. Et c'est utile pour allier les gilets jaunes les moins convaincu·e·s à la lutte dans les entreprises, et faire passer un cap à la mobilisation. C'est pour cela qu'il faut relayer ces appels très positifs qui émanent de plusieurs villes, et chercher à multiplier ces interpellations, parmi les gilets jaunes, parmi les sections syndicales...

Geoffroy Roux de Bézieux s'est permis devant le Medef de dire que cette lutte ne concernait pas les patrons, en se félicitant par exemple que le siège du Medef à Paris n'ait pas encore été pris pour cible. Ce bourgeois et tous ceux qu'il représente croit vraiment qu'il ne sera jamais sur la liste des gilets jaunes ? Chiche ?

Julien Varlin, le 12 janvier 2019